

# **VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME! VIVE LA GUERRE POPULAIRE!**

---

Troisième Congrès du FRELIMO

février 1977

LA DEMOCRATIE POPULAIRE, C'EST  
L'INTENSIFICATION DE LA LUTTE DES  
CLASSES

## **LA SIGNIFICATION DE LA CONSTITUTION**

La constitution de la république Populaire du Mozambique, en proclamant que le pouvoir appartient à l'alliance ouvriers-paysans, dirigée par le FRELIMO, exprime le nouveau rapport de forces créé par la victoire de la guerre populaire de libération.

La constitution définit les principes fondamentaux de la Démocratie Populaire. Le prolétariat mozambicain, la paysannerie, en particulier les paysans coopérativistes, les intellectuels révolutionnaires, les artisans, les travailleurs en général se trouvent dans le processus où ils acquièrent une conscience claire de leur situation et de leur destin historique. Progressivement, ils s'organisent, sous la direction de la classe ouvrière, pour façonner la société selon les intérêts du prolétariat mozambicain.

C'est à travers les mesures imposées par le Parti et l'Etat dans l'organisation de la vie des entreprises, dans le développement des secteurs étatique et coopératif, dans l'éducation politique et scientifique des larges masses, dans l'affirmation des valeurs culturelles de notre peuple et de notre classe et dans l'organisation des masses laborieuses que se matérialisent les conditions pour le

développement de la dictature du prolétariat.

Les objectifs finaux fixés dans la constitution de la République Populaire du Mozambique sont, dans leur essence, l'édification des bases politique, idéologique, scientifique et matérielle de la société socialiste.

La constitution établit que la terre et les ressources naturelles de notre pays sont propriété de l'État. Elle valorise les formes collectives de production, défend les intérêts des masses laborieuses et définit le rôle dirigeant de l'État dans l'économie nationale.

Les libertés démocratiques les plus larges sont garanties aux citoyens, comme l'extension à tout le pays des conquêtes de notre peuple dans les zones libérées. La constitution établit l'égalité de tous les citoyens et rejette tout type de discrimination. Elle reconnaît le droit et le devoir de tous à participer activement à la défense de la souveraineté nationale et des conquêtes révolutionnaires.

Elle donne de la dignité et protège le travail comme un droit et un devoir de tous les citoyens et comme critère de distribution du produit social. Elle établit le suffrage universel, le droit à l'éducation et à la santé et la protection de la famille, de l'enfance et de la vieillesse.

La constitution donne un relief particulier à l'internationalisme, conquête de notre lutte, constante de la ligne politique du FRELIMO. Elle définit, comme lignes fondamentales de la politique extérieure de notre État, l'unité des peuples et des États africains, l'alliance naturelle avec les pays socialistes, le soutien solidaire à la lutte des peuples pour leur libération, la lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme et l'impérialisme, le combat pour la paix et le désarmement général et universel.

## **L' HÉRITAGE COLONIAL**

En proclamant l'indépendance, notre peuple a trouvé l'appareil d'État

colonial-fasciste qui exprimait la dictature exploiteuse de la bourgeoisie étrangère sur les classes travailleuses. Économiquement, notre pays est parti d'une situation de ruine, résultant du pillage colonial et des déséquilibres engendrés par le capitalisme. Cette situation était aggravée par la sujétion du colonialisme portugais au système impérialiste et raciste.

L'agriculture était contrôlée par les grands monopoles internationaux et les colons. La plus grande partie de la production agricole était canalisée vers la métropole coloniale et vers les centres urbains où vivaient les colons. Le paysan était relégué à une production de subsistance. L'industrie était presque exclusivement vouée à la finition de produits importés qui étaient destinés à la consommation de la bourgeoisie. Le très petit nombre des secteurs de base existants visaient essentiellement à développer les intérêts de la bourgeoisie coloniale et de l'impérialisme.

C'est le cas de l'industrie du ciment créée pour servir la construction civile, secteur conçu uniquement pour le profit de la bourgeoisie coloniale et des projets impérialistes comme celui de Cahora Bassa. Le commerce extérieur était l'expression de la domination coloniale sur notre pays. Nos principales productions étaient canalisées vers des marchés extérieurs déterminés à des prix fixés extrêmement bas.

En particulier, les relations commerciales imposées par la métropole coloniale ont institutionnalisé le pillage systématique de nos matières premières. En même temps qu'il était forcé de livrer au Portugal ses matières premières à des prix très réduits, notre pays était obligé d'importer les produits transformés à des prix très élevés. Ce pillage constituait la principale ressource du gouvernement colonial-fasciste pour maintenir l'équilibre de sa balance commerciale.

Le commerce intérieur était contrôlé par des grandes compagnies et par des colons, à la recherche de profits faciles. Au réseau des "cantinas" était confiée la mission d'effectuer la plus grande partie de l'écoulement de la production.

Disséminées dans le pays, ces "cantinas" achetaient directement la production paysanne et assuraient son transport vers les bourgs et les villes, par un système d'intermédiaires multiples. Tous retiraient des profits à cause des prix misérables payés aux paysans pour leurs produits primaires et des prix exorbitants exigés des paysans pour les produits manufacturés.

Ce système d'écoulement de la production, le seul que le colonialisme ait développé dans la totalité de notre pays, s'est écroulé après le départ des colons qui contrôlaient la plupart des "cantinas". Ce fait explique en partie les difficultés d'écoulement de la production dans lesquelles nous nous débattons. Pendant la domination colonial-fasciste, de nombreux travailleurs mozambicains ont été contraints d'émigrer vers les pays voisins.

Ce flux migratoire se dirigeait vers les mines, les industries et les plantations d'Afrique du Sud, vers les plantations et les mines de Rhodésie du Sud, vers les plantations de thé du Malawi ; avant le commencement de la lutte de libération nationale, le courant migratoire se dirigeait également vers les mines de cuivre de ce qui était alors la Rhodésie du Nord et les plantations de sisal de ce qui était alors le Tanganyika.

Ainsi, lors de l'indépendance, des centaines de milliers de travailleurs mozambicains se trouvèrent hors du pays, des structures économiques capables à court terme de leur garantir un emploi et la réintégration dans la société n'existant pas à l'intérieur. Accentuant la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, les transports et les communications avaient été conçus pour servir les régimes racistes et la guerre coloniale.

Pour financer la guerre et renforcer l'association avec les grands intérêts économiques, le colonialisme créa toutes les conditions favorables à l'accroissement de la domination impérialiste et raciste dans notre pays, aggravant ainsi la dépendance du Mozambique. Conséquence des grands déséquilibres internes, les populations rurales furent attirées vers les uniques pôles de développement économique :

la zone de la capitale et la zone de Beira.

Le résultat fut la constitution d'une population nécessairement parasitaire, ayant une tendance croissante à la marginalité et au crime. Il se forma ainsi une énorme réserve de chômeurs et de travailleurs sous-employés que le grand capital utilisa pour maintenir le niveau de salaire au plus bas et le niveau d'exploitation au plus haut. Du point de vue social, "l'action civilisatrice" tant proclamée du colonialisme s'est soldée par un taux d'analphabétisme supérieur à 90 %, par l'obscurantisme, l'ignorance et la superstition généralisés, par l'encouragement de la prostitution, de la drogue, de la criminalité et du banditisme. Notre peuple était maintenu dans des conditions inhumaines d'existence. L'assistance médicale et sanitaire était pratiquement limitée à la bourgeoisie coloniale.

## **L' INTENSIFICATION DE LA LUTTE DES CLASSES**

Après la défaite des forces coloniales dans l'opération "Noeud gordien", le capitalisme qui se trouvait déjà en crise, en vint à redouter encore plus son avenir au Mozambique. Les grands investissements impérialistes cessèrent. La bourgeoisie coloniale intensifia la fuite des devises et entreprit le processus de sabotage économique.

L'exode des colons, qui dès lors ne cessa de se développer, commença à cette époque : d'après les statistiques coloniales, en 1971, plus de 6 000 colons s'en allèrent ; en 1972, près de 12 500 ; en 1973, ils furent plus de 22 000 à abandonner le Mozambique. Avec l'effondrement du régime fasciste au Portugal, le capitalisme, poussé au désespoir par l'avancée impétueuse du peuple mozambicain, tenta par tous les moyens de maintenir la domination coloniale sur notre pays ou, tout au moins, d'assurer une solution néo-coloniale.

Pendant le dit Gouvernement Provisoire, la réaction capitaliste multiplia frénétiquement ses manoeuvres. Elle encouragea l'anarchie généralisée dans les entreprises, les grèves, les licenciements indiscriminés, les revendications salariales. Il procéda à des

augmentations démagogiques de salaires, sans aucun rapport avec la production des entreprises. Ces manoeuvres visaient à semer la confusion au sein des masses laborieuses, à les éloigner de leur revendication fondamentale - l'indépendance -, à désorganiser et paralyser toute l'activité économique.

Il s'agissait d'aggraver la crise engendrée par le capitalisme, de créer une situation chaotique pour empêcher ou saboter la prise du pouvoir par le peuple. Ces actions, combinées avec le sabotage économique, provoquèrent une chute vertigineuse de la production dans tous les secteurs de l'économie.

C'est dans la stratégie du capitalisme, pendant la période d'écroulement de la domination coloniale que nous trouvons les racines de l'indiscipline, du libéralisme et de la corruption qui ont désorganisé les classes travailleuses et ont eu pour conséquence la baisse de la production et de la productivité.

La lutte du peuple mozambicain sur tous les fronts a évité que la réaction colonial-capitaliste réalise son but immédiat : empêcher la prise du pouvoir par le FRELIMO. Pendant la période de transition, le capitalisme a été, une fois de plus, forcé de revoir sa stratégie et a élaboré de nouveaux plans.

Il a encouragé la panique et le départ des petits et des moyens entrepreneurs, des techniciens et autres travailleurs qualifiés. Les grands capitalistes qui planifièrent et dirigèrent ces manoeuvres, espéraient ainsi sauvegarder leurs intérêts, en imposant une politique de prétendue modération et de faux réalisme, au nom des carences technologiques et administratives créées par eux dans notre pays. Pour la défense de leurs intérêts, que ce soit dans les entreprises ou dans l'appareil d'État, ils utilisèrent la bourgeoisie intérieure, formée à la hâte pendant les dernières années du colonialisme.

Ils intensifièrent le vol et la destruction effrénés : du bétail, des tracteurs, des machines, des véhicules lourds disparaissaient de l'autre

côté de la frontière, ou étaient embarqués sur nos quais avec la complicité de fonctionnaires réactionnaires et corrompus. Quand le pillage devint impossible, à cause de la vigilance croissante de l'État et des masses laborieuses, l'ennemi de classe recourut à la destruction. Des milliers de têtes de bétail furent abattus et laissés à pourrir. Des biens de consommation essentiels étaient accaparés, disparaissaient du marché pour être ensuite mis en vente à des prix fabuleux.

Les circuits commerciaux, déjà si inappropriés, furent systématiquement sabotés. Appliquant le mot d'ordre d'étendre les structures du FRELIMO à tout le pays, nous avons alors formé les Groupes Dynamisateurs. Les Groupes Dynamisateurs s'affirmèrent comme notre arme fondamentale dans la lutte contre toutes les formes de sabotage économique, contre toutes les tentatives de brouiller, diviser, corrompre et subvertir les travailleurs.

Pendant la période de transition, l'action des Groupes Dynamisateurs mit un terme à l'escalade des manoeuvres capitalistes et plaça les réactionnaires sur la défensive. Elle maintint en exploitation des centaines d'entreprises abandonnées. Elle organisa la vigilance des travailleurs, approfondit leur conscience quant à la nature de l'ennemi, ses objectifs et ses méthodes. Encadrées dans les Groupes Dynamisateurs, les masses assumèrent l'initiative consciente dans le processus de lutte de classes, isolèrent l'ennemi de classe, firent échouer l'essentiel de ses prétentions, l'obligèrent à abandonner son arrogance.

Après la proclamation de l'indépendance et les premières nationalisations, alors que les manoeuvres de sabotage se multipliaient, l'impérialisme, la bourgeoisie coloniale et la réaction intérieure mirent à exécution leurs plans pour déstabiliser le nouveau pouvoir. La subversion contre notre république fut organisée.

A partir de l'étranger, des émissions de radio eurent lieu et des tracts contre-révolutionnaires furent clandestinement introduits. On répandit la drogue, la pornographie et la propagande religieuse de nature

subversive et obscurantiste. On lança des rumeurs et des provocations pour accélérer la fuite des techniciens. On dénatura systématiquement par des campagnes dans les entreprises les conquêtes populaires révolutionnaires pour calomnier et discréditer le pouvoir populaire. On introduisit des agents, des armes et des explosifs pour effectuer des actions criminelles et terroristes.

Sur le plan extérieur, le régime illégal raciste de Rhodésie du Sud fut une fois de plus utilisé comme force opérationnelle pour agresser notre pays et massacrer notre peuple. L'élévation de l'organisation des masses populaires, l'intensification de la vigilance, la fermeté et la justesse de notre ligne politique firent échouer successivement les manoeuvres de l'ennemi.

Il eut recours alors au plan de subversion des F.P.L.M. La provocation réactionnaire de décembre 1975, dans la capitale, montée par l'impérialisme et la bourgeoisie coloniale avec l'appui de la réaction intérieure, échoua complètement, à cause de l'action rapide et ferme des F.P.L.M. soutenues par le peuple organisé et encadré dans les Groupes Dynamisateurs.

C'est particulièrement à partir de cette nouvelle défaite que la bourgeoisie coloniale, complètement isolée, démasquée et désorganisée, incapable de faire face à l'avance des masses laborieuses dirigées par le FRELIMO, a fui de notre pays dans la débandade. En janvier 1976, en un seul jour, 20 entreprises furent abandonnées dans la capitale.

La nomination de Commissions Administratives et notamment l'action des Groupes Dynamisateurs firent que l'écrasante majorité de ces entreprises resta en fonctionnement, ce qui évita l'institution du chômage et la paralysie de larges secteurs de l'activité économique, que l'ennemi avait prétendu laisser derrière lui. Du 11 au 27 février 1976, le Comité Central s'est réuni dans la capitale de notre pays pour la première fois. La VIII<sup>e</sup> session du Comité Central du FRELIMO a eu lieu à un moment d'aiguissement intense de la lutte des classes,

conséquence directe de la consolidation du pouvoir de l'alliance ouvriers-paysans et des mesures révolutionnaires prises par son État, sous la direction du FRELIMO.

La chute vertigineuse de la production et de la productivité, l'abandon des entreprises, le sabotage économique sous toutes ses formes, les actions agressives de l'impérialisme par l'intermédiaire de son détachement raciste, ayant à sa tête le criminel Ian Smith, et par l'intermédiaire de ses agents intérieurs imposèrent la définition de mesures appropriées à la phase d'aiguïsement de la lutte des classes.

Le Comité Central analysa le développement de la lutte de libération nationale entre la V<sup>o</sup> et la VIII<sup>o</sup> session, la phase présente de la lutte des classes au Mozambique et le processus d'édification de l'État populaire démocratique. Il constata que la réaction agissait sous les formes les plus diverses, mais que ses objectifs restaient inchangés : désorganiser et paralyser l'économie, aggraver la crise engendrée par le colonial-capitalisme, diviser les masses populaires et créer en elles l'insatisfaction pour renverser le pouvoir populaire. Constatant que la bataille de classes se livrait principalement dans le domaine économique, le Comité Central lança le mot d'ordre : "Offensive politique et organisationnelle généralisée sur le front de la production".

En déterminant la nécessité de détruire les structures de l'État colonial-fasciste et de construire l'appareil d'État de type nouveau, le Comité Central traça des orientations pour approfondir et accélérer l'édification de l'appareil d'État qui reflète, dans sa composition, son organisation et ses méthodes, le pouvoir de l'alliance ouvriers-paysans. Dans sa VIII<sup>o</sup> session, le Comité Central convoqua le III<sup>ème</sup> Congrès du FRELIMO pour définir la stratégie et la tactique correspondant à la phase actuelle de la lutte des classes et d'édification de la Démocratie Populaire.

## **NOS CONQUÊTES REVOLUTIONNAIRES**

La proclamation de la République Populaire du Mozambique, la nature

de notre constitution, les premières nationalisations le 24 juillet 1975, suivies de la nationalisation des immeubles de rapport le 3 février 1976 ébranlèrent de manière décisive les structures du capitalisme dans notre pays. La liquidation de la propriété privée de la terre fut le premier pas fondamental dans la transformation des rapports sociaux de production dans notre pays.

Elle ébranla de manière décisive le système d'exploitation, aussi bien féodal que capitaliste, en retirant aux exploités leur domination sur la source principale des ressources matérielles. Elle élimina la possibilité de spéculer sur les terrains de construction. Elle créa les conditions pour l'organisation et le développement d'entreprises d'État, de coopératives agro-pastorales et de champs collectifs. Elle constitua le début de la socialisation à la campagne.

Avec la récupération des terres, notre peuple a conquis le moyen fondamental de production qui permet le développement économique pour la satisfaction de nos besoins essentiels, pour combattre la faim, la nudité, la misère et la maladie, pour construire une économie populaire, indépendante, prospère et libérée de l'exploitation.

La ligne juste et mobilisatrice du travail collectif, des coopératives et des villages communautaires a gagné les larges masses populaires. Dans toutes les provinces, avec un enthousiasme énorme, le peuple a ouvert de nombreux champs collectifs, des paysans ont créé des coopératives et ont commencé à édifier des villages communautaires.

Cette position de soutien sans équivoque de la paysannerie à la socialisation des zones rurales s'est manifestée avant même que l'État ait défini les normes pour orienter les coopératives et les villages communautaires. Les structures d'État n'étaient pas encore organisées pour stocker, transporter et commercialiser la totalité des excédents produits par nos paysans.

Pour ce motif, une partie de la production fut perdue. Malgré cela, les paysans mozambicains ne se sont pas démobilisés. Ils se sont

consacrés avec une énergie redoublée à la présente campagne agricole.

La création d'entreprises d'État agro-pastorales qui occupent déjà 60 000 hectares de terres cultivées, a donné une dimension nouvelle et plus grande à la lutte pour la socialisation des campagnes. Le soutien fraternel des techniciens des pays socialistes a contribué de manière importante au progrès de notre agriculture. La nationalisation des hôpitaux et des cliniques privées et l'interdiction de l'exercice de la médecine privée ont mis fin à l'exploitation ignoble de la souffrance et de la maladie de notre peuple et ont créé des conditions pour l'édification d'un système de santé populaire.

Nos conquêtes dans le secteur de la santé ont ouvert un nouveau front dans la lutte des classes. Mettre la santé au service des masses exigeait d'une part organiser les masses pour la bataille de la santé et, d'autre part, utiliser au maximum les ressources modestes dont le pays disposait en cadres et en structures sanitaires.

Avant la nationalisation, les cadres de la santé et les structures sanitaires étaient destinés quasi-exclusivement à la bourgeoisie coloniale et se concentraient dans les principaux centres urbains. Les populations rurales et les populations des zones voisines des villes, les larges masses travailleuses se trouvaient pratiquement sans assistance.

Les nationalisations ont permis de libérer les cadres de la santé et de les utiliser selon les besoins du pays. Les conditions ont été créées pour que les couches les plus défavorisées bénéficient de l'assistance des services de santé. Les nationalisations ont conduit au déclenchement de grandes campagnes de mobilisation et d'organisation des masses pour faire triompher les mesures d'hygiène et de prévention contre la maladie. Des millions de personnes participent activement à ces campagnes qui modifieront radicalement la situation sanitaire des masses. Les nationalisations dans le secteur de la santé ont provoqué l'opposition active de la réaction. Des médecins étrangers et quelques médecins mozambicains, des infirmiers et d'autre personnel médical ont abandonné notre pays,

parce que la souffrance des autres a cessé d'être une mine et parce qu'ils espéraient créer par leur départ une situation de chaos qui forcerait notre peuple à revenir en arrière dans ses conquêtes.

L'action de ces éléments réactionnaires qui étaient restés à leurs postes contribua également à désagréger les services de santé. Les structures archaïques et la mentalité bureaucratique et conservatrice engendrée par elles ont accentué les grandes carences de la santé et rendu difficile la matérialisation de notre politique sanitaire.

La ligne juste et mobilisatrice du FRELIMO a engagé la plupart des travailleurs mozambicains de la santé. Ceux-ci ont accepté de grands sacrifices, travaillant infatigablement jusqu'à la limite de leurs forces. C'est leur effort qui a permis qu'on assiste, avec moins de ressources humaines, à l'énorme augmentation du nombre de gens qui se dirigent chaque jour vers nos établissements sanitaires, conséquence de la confiance que les masses populaires ont mis dans les nationalisations.

C'est leur engagement qui a démasqué l'offensive réactionnaire et a commencé à faire triompher nos principes dans les services médico-sanitaires. L'action juste du FRELIMO et de notre État, la détermination patriotique et révolutionnaire des médecins, des infirmiers et du reste du personnel, l'assistance fraternelle des pays africains et socialistes et des forces démocratiques des pays capitalistes ont permis de surmonter les graves carences et de neutraliser le sabotage. Cette réalité est particulièrement visible dans les provinces où, dans le passé, n'existaient de services de santé que dans quelques centres urbains.

Nous avons entrepris avec succès la formation de nombreux cadres paramédicaux qui a déjà commencé à faire sentir ses effets positifs. La nationalisation des écoles et l'élimination du système des répétiteurs ont liquidé un des plus puissants instruments du colonialisme pour dominer, aliéner et dépersonnaliser notre peuple.

La structuration d'un système unique d'éducation au service des larges

masses et de la formation de l'homme nouveau peut commencer. Les nationalisations dans le secteur de l'éducation ont créé les bases pour une démocratisation effective de l'enseignement. Pendant cette courte période, nous avons triplé les effectifs scolaires. Des centaines de milliers d'enfants, provenant des couches les plus défavorisées, fréquentent l'enseignement. Des dizaines de milliers d'adultes sont alphabétisés. Nous sommes en train de liquider avec succès dans notre enseignement les méthodes et le contenu obscurantistes et superstitieux.

Nous combattons les méthodes et le contenu élitistes de l'enseignement bourgeois. Nous cherchons à combiner l'étude scientifique et la pratique sociale de la production, à donner une base matérialiste et dialectique à l'apprentissage de la science et à la formation de la capacité d'analyse des élèves ; nous avons comme perspective un enseignement à la lumière des intérêts du pays et des masses travailleuses ; nous commençons à former des professeurs à grande échelle.

Dans cette bataille, nous avons fait face à d'innombrables manoeuvres de la réaction, depuis le lancement de campagnes de discrédit de notre enseignement à la désertion des professeurs. Il y a des professeurs qui ont abandonné les élèves ; d'autres ont déprécié le contenu des programmes ou se sont refusés à les appliquer ; ils ont développé le libéralisme, l'indiscipline et la promiscuité sexuelle parmi les élèves.

Pendant la période colonial-capitaliste, les villes étaient exclusivement destinées à la bourgeoisie coloniale. Notre peuple, qui construisait les villes, qui dressait les immeubles, était forcé de vivre dans des conditions inhumaines, cantonné à la lisière des villes. Les terrains des villes étaient aux mains de la bourgeoisie, seule à bénéficier du crédit immobilier pour construire des immeubles de rapport sur lesquels elle spéculait.

La nationalisation des immeubles de rapport a liquidé l'exploitation capitaliste, a conduit le peuple à prendre les villes qu'il construisait, à

éliminer le racisme caractéristique de la ville coloniale.

Elle a créé des conditions pour rendre effectif le droit au logement et pour organiser la vie collective dans les villes, dans les quartiers communautaires. La nationalisation des pompes funèbres a aboli le commerce de la mort et la discrimination des cadavres, un des aspects les plus dégradants du capitalisme.

La récupération de la terre par le peuple, qui inclue les terrains de construction et les immeubles de rapport, avec le contrôle de l'État sur le crédit et les compagnies de construction, a une importance énorme pour la vie de notre peuple. La nationalisation des immeubles de rapport a permis qu'en 12 mois, dans la seule ville de Maputo, dix mille familles soient installées dans des logements respectables, avec des loyers calculés en fonction du revenu et de la taille du groupement familial.

La récupération des terrains à construire et le contrôle d'État sur le crédit et les compagnies de construction ont permis d'organiser la construction populaire dirigée et de développer une politique de logement au service des larges masses. L'abolition du barreau privé a liquidé le commerce de la justice capitaliste, ce qui constitue la condition de l'édification du système de justice populaire dans tout le pays.

La classe ouvrière mozambicaine assume ses responsabilités historiques dans la bataille pour la réorganisation et la relance de la production industrielle, en appliquant le mot d'ordre "Offensive politique et organisationnelle généralisée sur le front de la production".

Les usines ont souffert de manière particulière des effets du sabotage économique. Machines volées et détruites, machines arrêtées par manque de pièces, inexistence de matériel de rechange, absence de rénovation des équipements industriels, manque d'entretien sont quelques-uns des aspects du sabotage dans l'industrie. Il faut souligner aussi le non-renouvellement de matières premières, les détournements

des fonds sociaux et de l'équipement des entreprises, la disparition des livres de comptabilité, le départ des techniciens étrangers.

Pèse encore l'action démobilisatrice et désorganisatrice entreprise par la gestion des capitalistes avant qu'ils abandonnent les entreprises, de même que l'action de sabotage, d'indiscipline, de division et de corruption de la classe ouvrière développée par des agents de la réaction camouflés dans les entreprises. Les rapports de travail autoritaires et interdisant l'initiative créatrice des masses laborieuses demeuraient intacts dans les entreprises.

La nomination de commissions administratives ne pouvait, à elle seule, résoudre ce problème. La nécessité de modifier les rapports de travail, d'accélérer la transformation radicale des rapports de production se manifestait clairement.

Après la VIII<sup>e</sup> session du Comité Central, la classe ouvrière sous la direction du FRELIMO entreprit une vigoureuse offensive visant à augmenter la production et la productivité. Renforçant la discipline, adoptant et perfectionnant les méthodes de travail collectif, intensifiant l'étude politique, la classe ouvrière remporta d'importantes victoires.

Les conseils de production, créés par notre pouvoir dans de nombreuses entreprises, mirent en route une action décisive pour que, dans les trois prochaines années, nous puissions atteindre et dépasser les indices de production et de productivité les plus élevés, obtenus jadis. L'entrée en fonctionnement des conseils de production, combinée à de profondes modifications dans les structures qui seront introduites par les futurs statuts des entreprises, provoquera une transformation des rapports sociaux de production, contribuant à matérialiser le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Nous félicitons la classe ouvrière pour avoir stoppé la chute de la production constatée en 1974 et 1975 et mis en route un processus de récupération.

## **LES TACHES DE LA REVOLUTION DÉMOCRATIQUE POPULAIRE**

En passant à la phase de la Démocratie Populaire, nous commençons une longue étape historique. Les transformations que nous devons imprimer à notre société sont profondes, les tâches auxquelles nous nous affrontons sont nombreuses et la lutte que nous acceptons de mener pour atteindre l'étape du socialisme est dure et prolongée. Contre la matérialisation des intérêts des larges masses travailleuses, se dressent l'impérialisme et ses alliés dans notre pays : les réactionnaires intérieurs et les restes de la bourgeoisie coloniale.

La victoire sur la réaction et l'impérialisme, condition de la construction de la société socialiste, exige que les masses laborieuses s'organisent pour imposer leur volonté aux exploités intérieurs, et pour défendre le pays et la révolution contre les agressions impérialistes.

La démocratie populaire est la phase historique dans laquelle les masses travailleuses, sous la direction de la classe ouvrière, renforcent leur pouvoir, établissent la dictature du prolétariat, matérialisent le pouvoir de la majorité dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est dans cette phase que nous approfondissons et amplifions nos conquêtes révolutionnaires et édifions un puissant système de défense de la patrie et de la révolution, reposant sur le peuple organisé, comme force principale.

La lutte pour la construction de la nouvelle société impose que le peuple avance en bloc, ferme et cohérent, dans tous les domaines du combat politique, idéologique, économique et culturel. Dans la phase historique actuelle, nous consolidons notre unité idéologique et de classe, en élevant continuellement le contenu de notre unité nationale. L'édification des bases du socialisme exige que nous transformions radicalement les rapports sociaux de production dans notre pays et que nous développions notre économie.

La démocratie populaire est une phase dans laquelle nous socialisons les moyens de production, dans laquelle nous créons et développons deux formes essentielles de propriété socialiste : la propriété d'État et la propriété coopérative. C'est la phase dans laquelle nous développons et transformons qualitativement notre économie, construisant la base matérielle de la société socialiste.

En prenant l'agriculture comme base, l'industrie comme facteur dynamisateur et l'édification de l'industrie lourde comme facteur décisif, nous rompons définitivement avec la misère, avec la dépendance et nous construirons une économie avancée, au service du peuple. Dans la phase de la démocratie populaire nous procédons à la liquidation définitive des vestiges de la société féodale et colonial-capitaliste, qui demeurent au niveau de la mentalité et du comportement.

Nous poursuivons la bataille contre les formes d'oppression et d'exploitation des femmes et des jeunes et les valeurs décadentes de la bourgeoisie. Nous élevons à une phase plus avancée le combat déclenché pendant la lutte armée révolutionnaire pour la création d'un homme nouveau libéré pour toujours de l'ignorance, de l'obscurantisme, de la superstition, des préjugés, conscient des devoirs de solidarité et de coopération.

Par le développement économique et social, nous créerons les conditions matérielles pour que le travail soit un droit et un devoir de tous les citoyens, et pour matérialiser le principe "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". C'est dans cette phase que le pouvoir de l'alliance ouvriers-paysans consolide ses racines dans la société. Dans le processus d'aiguïsement de la lutte des classes, le prolétariat approfondit continuellement sa conscience de classe.

Travaillant à l'usine, encadrée par le parti, cette classe acquiert un haut degré d'organisation et de collectivisation du travail. Luttant pour le contrôle social de la production elle-même, la classe ouvrière vérifie la contradiction antagoniste qui l'oppose à la propriété des moyens de

production.

Elle réunit ainsi, progressivement, les conditions qui en font une force dirigeante du processus de libération de la société de toutes les formes d'exploitation. C'est ainsi que la classe ouvrière, assumant la longue tradition de lutte du peuple mozambicain, devient la force dirigeante dans la construction de la société socialiste. La paysannerie est l'alliée fondamentale de la classe ouvrière ; elle comprend la majeure partie de la population de notre pays. Brutalement exploitée par le système colonial, la paysannerie a joué un rôle décisif dans la lutte armée de libération nationale. La plupart des combattants, des cadres et des militants du FRELIMO sont d'origine paysanne.

Ce sont les paysans qui ont supporté le plus grand effort de la guerre populaire révolutionnaire, qui ont constitué la cible permanente des attaques, des bombardements, des crimes et des massacres pratiqués par les forces colonialistes. La production qui a alimenté les combattants, le transport du matériel de guerre, la sécurité intérieure dans les zones libérées étaient assurés par les paysans organisés. Ce sont les paysans qui, sous la direction révolutionnaire du FRELIMO, ont défait la classe féodale et les nouveaux exploiters dans les zones libérées.

Leur alliance avec la classe ouvrière s'est forgée dans le processus de libération nationale et repose sur l'intérêt commun des ouvriers et des paysans dans la liquidation de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme. Aujourd'hui, la paysannerie, force principale de la révolution s'engage avec enthousiasme dans le mouvement des villages communautaires.

L'écho profond et spontané que le mot d'ordre de création des villages communautaires a rencontré dans la grande masse des paysans de notre pays, témoigne de la capacité révolutionnaire continue de notre paysannerie, de sa volonté de s'élever aux formes collectives et techniquement plus avancées de l'organisation sociale et de la production.

Il faut souligner que, malgré les insuffisances de l'appareil d'État et son incapacité à répondre à temps et correctement au développement impétueux des villages communautaires, malgré les erreurs dues au bureaucratisme, les masses paysannes ne se sont pas démobilisées et ont consolidé, par leur initiative créatrice et leur travail ardu, les villages communautaires : elles en ont fait une conquête irréversible de notre révolution, l'image futur de notre campagne.

Dans les zones rurales, nous trouvons encore une grande force en processus croissant de développement et d'organisation : les travailleurs des grandes entreprises agricoles, notamment des entreprises d'État. A ces ouvriers agricoles revient une grande tâche dans le développement social et l'élévation de la conscience de classe de l'ensemble de la paysannerie.

Tous ces éléments font confiance au FRELIMO, reconnaissent peu à peu dans les villages communautaires, les entreprises d'État, la production collective et la socialisation des campagnes, le chemin pour vaincre l'exploitation, la misère, la faim, la nudité et la maladie. Les autres travailleurs, employés, fonctionnaires, intellectuels révolutionnaires font partie également de la base sociale de la révolution. Durant le colonial-capitalisme, la bourgeoisie a fait tous ses efforts pour les pousser à assimiler ses valeurs, à servir ses intérêts.

Mais au fond, ces éléments qui vivent exclusivement de leur travail ont tout intérêt à la construction d'une société juste, libérée de l'exploitation capitaliste. Leur participation active au processus révolutionnaire implique un combat intérieur pour vaincre, au niveau de la mentalité et du comportement, les vices et les défauts de la bourgeoisie.

Les petits propriétaires, les artisans constituent des couches sociales que le prolétariat gagne progressivement à la construction de la nouvelle société. D'une part, dans l'accomplissement de leurs activités professionnels, ces éléments jouent un rôle social utile dans la production de biens et de services et dans la commercialisation. La

reconstruction nationale a besoin de la contribution active de ces éléments.

D'autre part, le développement du processus révolutionnaire va au devant de leurs intérêts, en les libérant de la menace et de l'oppression qu'ils ont toujours subies du grand capital. C'est pourquoi le parti devra mener un travail constant auprès de ces éléments en les encourageant à rationaliser leur production, notamment par la participation volontaire à des coopératives qui permettent d'élever leur capacité productive. Nous avançons résolument vers le socialisme par un combat constant contre les vices du passé. La guerre nous a enseigné la valeur de la vie humaine.

La guerre nous a enseigné à être humains, à aimer l'homme. Pendant la guerre, nous avons livré un dur combat contre les conceptions erronées et n'avons pas craint pas la confrontation ouverte en notre sein pour imposer la justice de la politique de clémence. Nous avons lutté contre le colonialisme portugais et non contre les portugais. Un soldat ennemi prisonnier, isolé de la machine criminelle à laquelle il était intégré, cessait d'être un ennemi. C'était un homme qui, libéré du système, réacquiescissait son humanité. Pendant la guerre, nous n'avons jamais hésité à lutter contre le crime, le banditisme, l'injustice, la corruption, le manque de respect pour la personne humaine.

Nous continuons ce combat aujourd'hui, au niveau de tout le pays, pour la construction d'une société intégralement édifiée et organisée au service de l'homme. Celui qui opprime, brutalise, exploite est notre ennemi, même si nous le trouvons dans nos rangs.

En dernière analyse, donner toute sa valeur et toute sa dignité à l'homme a toujours été l'objectif permanent de notre lutte. C'est cette voie qui nous a conduit naturellement au socialisme. C'est la guerre qui nous a créés et fait de nous ce que nous sommes. Notre expérience nous a également montré que la réalisation des aspirations humaines à la justice sociale, à l'égalité, à la liberté et à la paix ne se fera pas seulement par la voie des bonnes intentions. Hier le colonialisme

pointait contre nos désirs légitimes de liberté et d'indépendance les canons de sa machine d'oppression. Aujourd'hui la menace n'a pas disparu. Ceux qui nous ont toujours exploités ne se résignent pas à la fin de notre exploitation. Le capitaliste parasite n'accepte pas de bon gré la fin de ses privilèges.

Notre combat doit être organisé, comme pendant la lutte armée de libération nationale, les opprimés doivent s'organiser. Le socialisme scientifique est le phare qui guide les classes travailleuses dans l'assaut contre les bastions du capitalisme et de l'impérialisme exploiters et inhumains. Dans la défense de ces principes, nous sommes effectivement implacables. Mais renoncer à cette bataille, permettre que des sacrifices de notre peuple naisse une nouvelle classe qui l'opprime à nouveau, qui l'humilie, qui ne respecte pas la vie humaine, qui livre le pays à de nouveaux patrons, représenterait la trahison la plus honteuse. C'est notre expérience elle-même qui nous a montré que tous ceux qui désirent honnêtement la justice sont pour le socialisme.

## **LA POLITIQUE EXTERIEURE**

La conquête de l'indépendance nationale par le peuple mozambicain a étendu les frontières de la liberté en Afrique jusqu'au bastion impérialiste et raciste en Afrique australe. La stratégie impérialiste de contenir la lutte de libération, d'abord au nord du Zambèze, puis au nord du Limpopo s'est complètement écroulée. La déroute militaire portugaise, suivie par la défaite bruyante de l'impérialisme en Indochine, a montré l'inefficacité des solutions militaires pour arrêter l'élan de la volonté de libération des peuples.

Forcés de tirer des leçons de ces événements, les cercles dirigeants de l'impérialisme ont tenté de remplacer leur politique de combat et d'opposition frontale au mouvement de libération par de nouvelles tactiques. Celles-ci reposent sur le recrutement d'éléments hésitants et capitulationnistes des mouvements de libération, pour les opposer aux véritables patriotes. En même temps, on fait des concessions purement formelles, on allège et on masque les manifestations les plus

répressives des régimes racistes, avec l'intention de créer l'illusion que de tels régimes sont susceptibles d'évolution, d'humanisation.

La réalisation de la politique de bantoustanisation est un exemple de la nouvelle tactique impérialiste. Pourtant, quand la situation ne permet pas la marge de temps nécessaire pour développer ce type de manoeuvres, les impérialistes recourent à l'aspect le plus caractéristique et le plus essentiel de leur nature criminelle : l'agression ouverte. Les agressions contre la République Arabe Démocratique du Sahara,

la République Démocratique de Timor-Est, le peuple du Zimbabwe et le peuple de Namibie, démontrent la persistance des impérialistes à recourir aux guerres d'agression. L'édification des Républiques Populaires du Mozambique et d'Angola a accentué le changement du rapport de forces qui a eu lieu en Afrique australe avec la chute du colonialisme portugais. Pour la première fois, dans la principale région de domination de l'impérialisme et du racisme en Afrique, apparaissent des États qui s'engagent sur la voie de la révolution socialiste.

C'est pourquoi, depuis la première heure, nous avons été en butte à l'intensification de l'action agressive de l'impérialisme. Cette action revêt diverses formes depuis des campagnes de discrédit contre notre État jusqu'aux tentatives de subversion et de déstabilisation. Nous sommes encore en butte à l'intimidation militaire par l'installation et le renforcement de bases militaires près de notre côte et l'envoi de forces navales vers le Canal du Mozambique.

Les régimes racistes, comme par le passé, sont utilisés comme des détachements opérationnels de l'impérialisme pour des agressions criminelles et sans fard contre les indépendances du Mozambique et de l'Angola. L'invasion de l'Angola a constitué un moment particulièrement aigu de l'agression impérialiste contre l'indépendance et la souveraineté des peuples africains, contre la révolution africaine.

L'impérialisme a tenté d'imposer par la force des armes un régime fantoche à Luanda. Le MPLA, trempé par treize années de guerre de libération, soutenu de manière exemplaire par l'Afrique progressiste et par le camp socialiste, a été capable de conduire le peuple angolais à la victoire. Ce fut la victoire des forces progressistes et de l'Afrique dans la plus grande confrontation avec les forces du racisme et de l'impérialisme.

La victoire du peuple angolais a élargi la zone de pouvoir populaire en Afrique australe. La République Populaire d'Angola est devenue l'arrière sûr de la lutte du peuple de Namibie pour l'indépendance nationale. La victoire sur les agresseurs racistes a défaits le mythe de la supériorité de leurs armées, a stimulé le combat libérateur des peuples de Namibie, de Zimbabwe et d'Afrique du Sud.

La période de transition a témoigné de l'intensification de notre action à l'extérieur : le Président du FRELIMO a fait des visites en République Démocratique Allemande, en République Populaire de Bulgarie, en République Socialiste de Roumanie, en République Populaire du Congo, en République Populaire de Chine, en République Populaire Démocratique de Corée, en République du Burundi, ainsi que des visites d'adieux aux deux pays qui ont constitué un arrière sûr pendant la lutte de libération : la Tanzanie et la Zambie.

A la proclamation de l'Indépendance du Mozambique, le Président de la République Démocratique de Somalie, alors Président en exercice de l'OUA, nous a encouragés et honorés de sa présence fraternelle en ce moment d'une haute signification historique. Avec lui se trouvaient d'autres hôtes distingués, notamment les Présidents Agostinho Neto du MPLA, Oliver Tambo de l'ANC d'Afrique du Sud, Sam Nujoma de la SWAPO, le Secrétaire Général de l'UNIP, le Premier Ministre de Tanzanie, le Premier Ministre du Portugal, le Secrétaire Général du Parti Communiste Portugais, le Secrétaire Général du Parti Socialiste Portugais.

Dans sa politique extérieure, la République Populaire du Mozambique

applique rigoureusement les principes de la ligne politique du FRELIMO. Dans ce cadre, la République Populaire du Mozambique a donné la priorité à l'établissement de relations diplomatiques avec les pays qui se sont toujours engagés à notre côté.

Pendant la transition, le FRELIMO a été d'accord pour établir des relations diplomatiques dès la proclamation de l'Indépendance avec des pays africains, des pays socialistes, asiatiques et européens qui nous ont toujours soutenus.

La République Populaire du Mozambique établit et développe des relations d'amitié et de coopération avec tous les pays sur la base des principes du respect mutuel pour la souveraineté et l'intégrité territoriales, de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la réciprocité des avantages. Les visites de parti et d'Etat, effectuées par les présidents Julius Nyerere et Kenneth Kaunda ont contribué à l'établissement et au renforcement de relations d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération entre nos États, tant au niveau bilatéral que multilatéral.

Dans le cadre de l'action conjointe de nos partis et de nos États en soutien à la cause angolaise, nous soulignons la rencontre qui a eu lieu dans notre patrie entre le Secrétaire Général du PAIGC et Président de la République du Cap-Vert, le Président du MPLA, le Premier Ministre de la République de Guinée Bissau et des hauts dirigeants du MLSTP. Nous soulignons encore les visites fraternelles du Président du FRETILIN, avant l'indépendance de la République Démocratique de Timor-Est, et du Secrétaire Général du Parti Communiste Portugais.

Dans le cadre de la stratégie commune des États de l'Afrique australe contre la domination raciste, notre pays a donné une contribution active à l'unité d'action avec la Tanzanie, la Zambie, le Botswana et l'Angola. Nous avons reçu sur notre territoire deux sessions de la Conférence au sommet des pays de la " ligne de front".

De nombreuses délégations de parti et d'État ont effectué des visites

fraternelles à notre pays, en vue de renforcer les relations bilatérales de coopération. Nous avons également accueilli dans notre patrie d'importantes conférences internationales, au premier rang desquelles la Conférence Internationale de soutien aux peuples des anciennes colonies portugaises, organisée par l'OSPAA et le Conseil Mondial de la Paix, et la 26<sup>e</sup> session du Comité de Libération de l'OUA. La République Populaire du Mozambique a envoyé à l'extérieur de nombreuses délégations du parti et de l'État. La visite du parti et de l'État effectuée en Union des Républiques Socialistes Soviétiques est à mettre particulièrement en relief.

Cette visite a lancé des bases solides pour un grand développement des relations fraternelles de solidarité, d'aide mutuelle et de coopération, relations déjà forgées entre les deux parties aux heures difficiles de la guerre de libération.

D'importantes visites du parti et de l'État ont été également effectuées en République de Guinée-Bissau, en République du Cap-Vert, en République de Guinée, en République Populaire d'Angola. Ces visites ont permis d'approfondir les relations politiques existant depuis longtemps et conduiront à une coopération économique prometteuse.

Ont eu lieu également des rencontres avec les Chefs d'État du Nigeria, du Congo et du Swaziland au cours desquelles des positions mutuelles ont été définies par rapport aux questions de coopération bilatérale et aux problèmes d'intérêt international. Notre État a été admis, par décision unanime, à l'organisation de l'Unité Africaine et l'Organisation des Nations Unies, qui ont toujours soutenu notre lutte.

Dans le cadre de sa souveraineté, la République Populaire du Mozambique a offert une coopération active pour résoudre les problèmes africains et internationaux. L'admission de la République de Guinée-Bissau, de la République Populaire du Mozambique, de la République du Cap Vert, de la République Démocratique de Sao Tomé et Principe et de la République Populaire d'Angola dans l'organisation de l'Unité Africaine a renforcé de manière décisive les forces

progressistes au sein de cette organisation et a accentué son caractère anti-impérialiste ainsi que son rôle dans la lutte pour la libération totale de l'Afrique. L'entrée de ces États dans l'Organisation des Nations Unies a renforcé également les positions des États progressistes pour la solution des problèmes internationaux.

Nous avons également participé aux activités du Mouvement des Non-Alignés et nous étions présents au sommet qui s'est tenu au Sri Lanka, que nous considérons comme un important succès dans le renforcement du front de la lutte anti-impérialiste. La République Populaire du Mozambique, née de la lutte de libération, soutient résolument la lutte de libération nationale et sociale des peuples.

Elle condamne l'agression contre la République Arabe Démocratique du Sahara et la République Démocratique de Timor-Est. Elle dénonce le fait que les régimes qui ont coopéré avec le colonialisme ont tenté des manoeuvres impérialistes et sionistes tendant à la division des peuples arabes et à l'isolement du mouvement de libération de la Palestine.

Notre État soutient la juste lutte de libération du peuple de Namibie, dirigé par la SWAPO et, avec l'ensemble des pays africains et la communauté internationale en générale, exige que l'Afrique du Sud mette fin à son occupation illégale de la Namibie et aux tentatives de division du territoire et d'installation de régimes fantoches.

La République Populaire du Mozambique saura accomplir son devoir internationaliste de solidarité envers le peuple sud-africain dirigé par le Congrès National Africain. L'ANC d'Afrique du Sud qui unit et organise les larges masses sud-africaines, les a conduit à définir correctement l'ennemi, à situer la nature profonde du régime d'oppression et a été ainsi capable de déterminer la stratégie et la tactique justes pour le combat libérateur. Dans des conditions difficiles, l'ANC organise l'insurrection politique des masses. Les combats populaires qui ébranlent sérieusement le régime conduiront au triomphe des intérêts des masses.

Au Zimbabwe, la combinaison des effets de la lutte armée de libération nationale et des effets des sanctions décrétées par la communauté internationale ont réduit à la fragilité et à l'isolement le régime minoritaire rebelle.

Nous sommes convaincus que, sous la direction du Front Patriotique, en intensifiant le combat armé, en développant la lutte politique et diplomatique, le peuple du Zimbabwe conquerra son indépendance. L'intransigeance des rebelles démontre une fois de plus que c'est seulement le combat populaire qui est capable d'imposer la juste solution de l'antagonisme existant. Nos deux peuples sont frères par le sang versé au cours des agressions racistes.

La République Populaire du Mozambique continuera à contribuer au renforcement de l'unité des pays en développement, agira pour développer le Mouvement Non-Aligné, dans la perspective de consolider et d'amplifier le combat anti-impérialiste, le combat pour l'indépendance nationale et pour la récupération du droit des peuples sur leurs ressources naturelles.

Notre État encourage le resserrement des liens avec les États arabes, pour l'unité entre les États africains et arabes. La République Populaire du Mozambique continue à agir résolument pour le renforcement de l'Organisation de l'Unité Africaine, instrument principal des pays africains dans la lutte commune pour la libération totale du continent, pour la consolidation des indépendances nationales, pour la récupération du droit des peuples sur leurs ressources nationales. Dans notre action, nous encouragerons continuellement l'approfondissement du contenu anti-impérialiste de l'organisation de l'Unité Africaine.

Nous renforcerons par tous les moyens les relations d'amitié et de bon voisinage avec les États limitrophes. Avec le Swaziland, le Lesotho, le Botswana, nous agissons dans le sens d'élargir la coopération, notamment dans les domaines de l'économie, des transports et des communications. Avec la Tanzanie et la Zambie - ainsi qu'avec l'Angola, dans un avenir très proche, nous l'espérons -, nous avons déjà

établi des mécanismes pour la coopération dans de nombreux domaines et pour une politique concertée de développement économique.

Notre État, comme tous les autres pays d'Afrique australe, est sûr que, lorsque l'Afrique du Sud et le Zimbabwe se libéreront du sinistre système de l'apartheid" et du colonialisme, une coopération étroite sera possible pour un développement harmonieux de cette zone du Continent.

La République Populaire du Mozambique développera à tous les niveaux les relations d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération avec ses alliés naturels, les pays socialistes. La République Populaire du Mozambique, en accord avec tous les États épris de paix, poursuivra une politique active de défense de la paix, de l'indépendance et du progrès, de coopération entre les nations, de désarmement général et universel.

Soulignons en particulier, sur le plan de la lutte pour la paix, notre action, menée conjointement avec d'autres États du littoral de l'Océan Indien, pour la transformation de cette zone en zone de paix. Dans le cadre de la communauté internationale et en collaboration avec d'autres États de la zone, nous sommes décidés à lancer dans ce sens une offensive diplomatique tendant à la dénucléarisation de l'Océan Indien, au démantèlement des bases des pays étrangers à cette zone, à l'évacuation des toutes les forces d'États et d'organisations étrangers à la région. Nous nous félicitons de la réaction positive que ces idées ont rencontrée dans la communauté internationale, en particulier dans le camp socialiste.

## **LE PARTI, FORCE D'AVANT- GARDE ET FORCE DIRIGEANTE - LA NÉCESSITE DU PARTI**

L'objectif de notre lutte, de la lutte des classes travailleuses mozambicaines, est l'édification dans notre pays d'une société sans exploités ni exploités.

Pour atteindre nos objectifs, nous devons mener une lutte ardue, pénible, complexe et prolongée contre les classes exploiteuses. Cette lutte, la lutte de classes, est une lutte sur plusieurs fronts, avec des avancées et des reculs, avec des victoires et des échecs. Une lutte de vie ou de mort contre l'ennemi de classe prêt à tout. Pour liquider définitivement toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme, les classes travailleuses doivent imposer leur pouvoir dans la société.

Les travailleurs ne sortiront victorieux de cette lutte que s'ils sont unis, organisés et conscients de leurs objectifs. Telle est l'expérience de notre peuple. Telle est aussi l'expérience historique des luttes de classes et des peuples opprimés du monde. Quand le FRELIMO s'est constitué, son objectif était de renverser le colonialisme portugais. Dans le front, avaient leur place tous les anti-colonialistes, tous ceux qui désiraient la fin de la domination étrangère sur notre patrie.

Dans cette perspective, s'intégrèrent au FRELIMO tant des éléments des classes travailleuses engagés dans la destruction du système colonial-fasciste, comme système d'exploitation de l'homme par l'homme, que des éléments d'origine féodale et de la bourgeoisie embryonnaire, dont l'objectif était de renverser le colonialisme pour y substituer de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation de notre peuple travailleur. Tous ces éléments, issus de classes sociales profondément différentes entre elles, étaient unis par un objectif commun : renverser le colonialisme portugais.

Avec l'avancée de la lutte de libération, commencèrent à se poser au FRELIMO des problèmes de fond qui exigeaient des solutions concrètes et immédiates. Ces problèmes portaient, en essence, sur le caractère du pouvoir à instaurer dans les zones libérées, sur la nature de l'armée que nous voulions créer, sur le type de rapports sociaux de production à établir, sur la question de l'émancipation de la femme, sur le rôle des femmes et des jeunes dans la société nouvelle.

Les discussions et même les actions pratiques développées au sein du

front autour de ces questions-clé, rendirent évident le fait que le front était loin de constituer un tout homogène et qu'il existait en son sein des intérêts contradictoires et même antagoniques. Les positions assumées par les différents membres du FRELIMO exprimaient l'existence de deux lignes.

A la contradiction principale - entre le peuple mozambicain et le colonialisme portugais vint se joindre et se manifester toujours plus clairement la contradiction qui oppose au sein du front lui-même les classes exploitées aux classes exploiteuses mozambicaines. Au combat des masses populaires contre le colonialisme portugais vint se joindre le combat contre les réactionnaires internes. Avec la déroute de la ligne réactionnaire dirigée par Simango, Nkavandame et Gwengere, les positions révolutionnaires se consolidèrent au sein du FRELIMO.

Le pouvoir populaire se généralisa et se développa dans les zones libérées. En juillet 1972, la réunion du Département de la Défense synthétisa la lutte des classes et la lutte idéologique qui se déroulaient en notre sein, ouvrit un nouveau débat sur le contenu de classe de l'idéologie et souligna la nécessité d'opérer une claire démarcation dans l'idéologie et le comportement au sein des F.P.L.M. et du FRELIMO. La V<sup>o</sup> session du Comité Central approfondit ce débat et définit avec plus de précision le contenu de classe et le caractère scientifique de l'idéologie développée par notre lutte.

Ce fut donc au cours de cette lutte de classes au sein du front que les éléments les plus conscients des classes travailleuses mozambicaines comprirent que pour remporter la bataille de classe contre les réactionnaires étrangers et nationaux, les classes travailleuses devaient être unies, organisées, conscientes des objectifs ultimes de leur lutte et armées de leur idéologie scientifique.

Ce fut donc au cours de la lutte elle-même, et en conséquence de l'analyse faite sur son évolution qu'apparut la conscience de la nécessité d'unir et d'organiser les éléments les plus conscients et les plus dévoués à la cause des classes travailleuses, de les armer de

l'idéologie scientifique du prolétariat et de former le parti.

Cette situation permit d'amorcer le long processus conduisant à la création du parti. En 1973, des comités de parti furent créés au sein des F.P.L.M. S'y regroupèrent les militants les plus conscients, les plus dévoués, les plus disciplinés, capables par là-même d'être des éléments diffuseurs de notre politique auprès des militants et des masses en général. En janvier 1974, l'école du parti commença ses travaux pour synthétiser et théoriser nos expériences, fournir une base théorique aux cadres et aux militants.

La conquête de l'indépendance nationale, la prise du pouvoir politique à l'échelle nationale par les classes travailleuses firent ressortir avec la plus grande clarté la nécessité du parti. Pendant la première année de l'indépendance, fut entamé le processus de lancement des bases pour l'édification de l'État démocratique populaire.

L'instauration du nouvel ordre populaire démocratique conduisit à un aiguïsement de la lutte des classes au niveau national et provoqua une intensification de l'agression impérialiste contre notre république.

Il devint donc d'autant plus nécessaire d'armer les classes sociales engagées dans la poursuite du processus révolutionnaire, pour qu'elles puissent assurer effectivement la direction du processus et qu'elles puissent neutraliser toutes les manoeuvres de l'ennemi de classe, en conduisant la révolution à son triomphe. Les dures batailles de classe exigent que la classe ouvrière, en étroite alliance avec la paysannerie, son alliée fondamentale, et avec des éléments progressistes des autres classes travailleuses, dispose d'un parti d'avant-garde, orienté par l'idéologie scientifique du prolétariat.

La création du parti apparaît comme une nécessité du développement de la révolution. Dans notre pays, nous avons commencé le processus révolutionnaire sans disposer du parti d'avant-garde. La direction, cependant, avait un caractère d'avant-garde ; les F.P.L.M., dans la pratique, constituaient une avant-garde organisée du peuple. Ce fut de

cette façon que nous nous sommes engagés dans la révolution démocratique nationale, dans le contexte de la guerre populaire de libération.

La nouvelle étape d'intensification de la lutte des classes et de construction des bases pour le passage ultérieur au socialisme exige un nouvel instrument : le parti d'avant-garde. La création du parti résulte de la compréhension claire, de la part des militants du FRELIMO et des éléments les plus conscients des classes travailleuses mozambicaines, de ce que, sans parti révolutionnaire qui sache conduire les masses ouvrières et paysannes et les autres travailleurs, à travers toutes les phases de la lutte des classes, à travers toutes les batailles économiques, politiques et idéologiques, il n'est pas possible de construire le socialisme.

C'est dans cette perspective que le Comité Central propose au IIIème Congrès la création du parti d'avant-garde, parti marxiste-léniniste. Il propose également, compte-tenu de la signification de nos traditions historiques de lutte, que le parti s'appelle FRELIMO.

## **LE FRELIMO, PARTI REVOLUTIONNAIRE, PARTI DE TYPE NOUVEAU**

Le parti que nous nous proposons de créer est le parti d'avant-garde de l'alliance ouvriers-paysans. Sous la direction de la classe ouvrière, le FRELIMO réunit dans une alliance volontaire et militante les ouvriers, la paysannerie, les soldats, les intellectuels révolutionnaires et d'autres travailleurs, forgés et aguerris dans la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la victoire des intérêts populaires.

Le FRELIMO est guidé par la synthèse des expériences révolutionnaires du peuple mozambicain avec les principes universels du marxisme-léninisme, notamment pour ce qui concerne ses principes, son organisation et ses méthodes de travail. Par sa composition et sa ligne, il est la forme la plus haute d'organisation révolutionnaire des classes travailleuses mozambicaines.

Notre parti est un parti révolutionnaire, dont l'objectif est la destruction du système capitaliste et l'édification dans notre pays d'une société où il n'y ait pas d'exploitation de l'homme par l'homme. Notre parti doit posséder un programme révolutionnaire, une théorie avancée, une stratégie et une tactique clairement définies.

Dans la phase présente d'édification de la démocratie populaire, le parti a comme objectif central la consolidation continue de l'indépendance nationale, l'élargissement et le renforcement de l'ordre démocratique populaire, la consolidation et le développement de l'économie nationale, afin de construire les bases politiques, idéologiques, techniques et matérielles du socialisme. Le parti incarne les plus hautes traditions patriotiques et les conquêtes populaires remportées par les combattants révolutionnaires et par tout notre peuple, au cours de la lutte de libération nationale, de la guerre populaire de libération et du combat contre les anciens et les nouveaux exploités. Le parti élève au degré le plus haut l'unité nationale et l'unité de classe, et les valeurs patriotiques. En lui se matérialisent les sentiments les plus nobles et les aspirations les plus profondes de notre peuple. Il est le garant de la véritable indépendance nationale.

La mission historique du parti est de diriger, d'organiser d'orienter et d'éduquer les masses, et de transformer ainsi le mouvement populaire des masses en un puissant instrument de destruction du capitalisme et d'édification du socialisme.

## **LE MARXISME-LÉNINISME, BASE IDÉOLOGIQUE ET THÉORIQUE DE NOTRE PARTI**

Pour être un véritable détachement d'avant-garde des classes travailleuses, le parti doit être outillé d'une théorie révolutionnaire qui permette à ses membres d'avoir une connaissance exacte des lois du développement social, des lois de la révolution. Sans cette base idéologique et théorique, le parti n'est pas en mesure de diriger la lutte des masses travailleuses, de les conduire.

Cette base idéologique et théorique est le marxisme-léninisme ou socialisme scientifique. Le marxisme-léninisme constitue la synthèse théorique des riches expériences des classes et des peuples opprimés du monde entier, dans leur lutte séculaire contre les exploiters, pour l'instauration du pouvoir nouveau. Appliqué et développé de manière créatrice dans le processus de notre lutte, c'est un phare puissant qui illumine le chemin à suivre par les classes travailleuses dans le processus d'édification de la société nouvelle. Le socialisme scientifique n'est pas une doctrine statique ; c'est une science qui s'enrichit continuellement par l'expérience quotidienne de la lutte des masses.

Le parti appliquera toujours les principes universels du marxisme-léninisme, en tenant compte des conditions concrètes dans lesquelles se développe la lutte des classes dans notre pays. De cette façon, l'action de notre parti et de notre peuple continuera à contribuer au développement et à l'enrichissement de l'idéologie scientifique du prolétariat. Pour diriger la lutte de classes dans notre pays, notre parti doit être une force hautement organisée, ce qui implique une discipline rigoureuse.

C'est la leçon de notre expérience. Si nous avons assumé une discipline rigoureuse durant la lutte armée, ce n'était pas dans le but d'être un parti militaire. Ce fut la dure leçon de l'expérience qui nous a enseigné que seule la discipline, le sérieux, l'organisation, la conscience dans l'accomplissement de nos tâches nous permettaient d'éviter des sacrifices inutiles. C'est pourquoi nous refusons que le libéralisme, l'indiscipline, la vie facile et ses différentes manifestations s'introduisent dans nos rangs pour miner la cohésion et notre unité de pensée et d'action, notre efficacité.

Guerre et confort, révolution et confort ne vont pas ensemble. Le FRELIMO n'était pas seulement un mouvement en armes contre le colonialisme portugais. Le FRELIMO était aussi un mouvement en armes contre les vices hérités du colonialisme, contre l'individualisme et le libéralisme, contre l'indiscipline et la désorganisation.

C'est cette expérience du FRELIMO, ce capital de discipline, d'organisation, de rigueur dans le travail que nous devons implanter et enrichir toujours davantage au sein du parti. Assumer ces exigences a impliqué et implique un combat permanent contre la manière de vivre et de penser, contre les valeurs et les goûts de l'ancienne société.

Cela implique un combat pour la transformation continue de l'homme et de la société, contre les idées de l'ancienne société, pour la conquête permanente de nouvelles idées et de nouvelles valeurs populaires. Tel est le sens du combat permanent entre le nouveau et l'ancien.

Il ne s'agit pas d'une lutte entre l'ancienne et la nouvelle génération, entre vieux et jeunes. Un jeune qui vit selon les idéaux féodaux ou bourgeois de l'ancienne société est plus dépassé qu'un homme âgé qui lutte constamment pour s'intégrer dans la société nouvelle et se libérer des pesanteurs et des préjugés réactionnaires qui lui ont été inculqués.

L'homme socialiste est cet homme nouveau qui, conscient de ses limitations, mène en lui-même un combat intérieur permanent pour surmonter les insuffisances et les influences réactionnaires dont il a hérité. L'homme socialiste n'est pas celui qui répète une théorie révolutionnaire et qui continue dans sa vie quotidienne à se conduire selon le mode de vie réactionnaire. C'est celui qui, dans ses pensées, mais surtout dans son comportement, intériorise les principes du peuple et de la révolution.

C'est cet homme qui fera la nouvelle révolution et qui, par son dévouement, sa discipline et son enthousiasme, mobilise les masses par son exemple. C'est l'homme qui construit le socialisme.

## **LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE, PRINCIPE FONDAMENTAL D'ORGANISATION ET DE TRAVAIL AU SEIN DU PARTI**

Le FRELIMO adopte le centralisme démocratique comme principe fondamental d'organisation et de travail en son sein. L'essence du

centralisme démocratique réside, avant tout, dans le fait qu'un centre unique, jouissant de la confiance des militants et des masses en général, dirige l'ensemble des organisations du parti.

Notre parti représente les intérêts de l'ensemble des classes travailleuses et non les intérêts privés d'individus ou de groupes isolés. Le parti doit donc développer un travail gigantesque pour regrouper toutes les forces existantes au sein des masses et les orienter vers un objectif unique, en donnant une unité à des actions dispersées.

Le parti ne pourra réaliser ces tâches que si la direction est centralisée, si le parti dispose d'une structure de direction capable de diriger toutes ses organisations, un centre qui exprime la volonté de tous, la conscience et les intérêts de classe. Notre expérience du centralisme a toujours mis en valeur son aspect démocratique. Pendant la lutte armée révolutionnaire, notre direction, tant au niveau des structures centrales qu'au niveau des provinces, des districts, des localités et des cercles, se caractérisait fondamentalement par la participation des masses à la direction de leur vie et à la prise des décisions importantes pour la nation et pour le développement de la lutte.

De constantes réunions populaires avaient lieu où les masses organisées par le FRELIMO discutaient les problèmes. Cette conquête précieuse s'est étendue à tout le pays, à partir de la période de transition, et a constitué une réalisation importante, une étape décisive dans l'édification de la démocratie réelle dans notre pays. L'expérience du centralisme démocratique, acquise par les peuples opprimés du monde entier dans leur processus de lutte et d'organisation, a donc aussi des racines et des traditions dans le FRELIMO.

Le centralisme démocratique est un tout unique et indissoluble. Nous devons donc combiner continuellement les deux aspects : centralisme et démocratie. Nous devons combattre toutes les déviations aux principes du centralisme démocratique, tant celles qui se manifestent par le relâchement de la discipline et par l'anarchie ou l'improvisation, que celles qui se traduisent par la centralisation bureaucratique qui

stérilise et bloque toute tâche.

La démocratie interne du parti est basée sur les principes du centralisme démocratique. La démocratie de notre parti doit être une démocratie en action et non seulement en paroles. Comme par le passé, les militants ne doivent pas se limiter à faire des élections et à discuter des problèmes. Ils contribuent par la pratique à l'orientation, à l'application et à l'enrichissement des décisions.

La lutte pour l'unité est un combat permanent et décisif. Ce n'est pas une lutte abstraite, car la base de l'unité à réaliser à tout moment est profondément liée à la situation concrète et à ses exigences. La direction collective et la libre discussion au sein des structures du parti constituent des principes fondamentaux de la démocratie interne d'un parti révolutionnaire.

L'aiguïsement de la lutte des classes dans le moment présent, les nouvelles tâches du parti exigent un combat permanent pour l'unité et la cohésion interne. L'étude et la discussion profonde et systématique au sein du parti fournissent la base de la formation d'une pensée dirigeante commune, pensée qui oriente effectivement toute l'action du parti parce que profondément assumée par toute la direction, tous les cadres et tous les militants.

Dans le processus révolutionnaire du FRELIMO, le principe de la discussion et de l'élaboration collective a constitué une norme obligatoire de travail. C'est absolument nécessaire pour que les militants échangent des expériences entre eux, pour qu'ils puissent apprendre les uns des autres et que chaque militant se sente également responsable de la défense et de l'application des décisions prises, indépendamment des positions qu'il a assumé au cours de la discussion. Le parti soutient et encourage la pratique de la critique et de l'autocritique.

Dans un parti révolutionnaire, la critique et l'autocritique individuelles et collectives sont des armes permanentes pour détecter et corriger les

erreurs, apprendre à surmonter les difficultés, éliminer les insuffisances et éduquer et transformer les militants. La critique et l'autocritique contribuent au renforcement du parti, à son avancée permanente. Le parti distinguera toujours la critique constructive qui le renforce, de la critique destructive qui le divise et l'affaiblit. Le parti garantit la liberté critique et demande des comptes à quiconque, une fois, l'a réprimée ou l'a dépréciée.

Le parti ne permettra jamais que quelqu'un se serve de cette liberté pour miner son unité ou agresser sa discipline. Le processus révolutionnaire implique une action permanente, comme par le passé, de purification des rangs à l'égard des éléments qui ont été dépassés par l'avancée de la lutte et qui se sont identifiés par leur pratique et leur pensée aux objectifs de l'ennemi.

## **LE FRELIMO, PARTI INTERNATIONALISTE**

Le FRELIMO est un parti internationaliste. Pendant la lutte de libération nationale, le peuple mozambicain a su comprendre que la domination coloniale n'était qu'un aspect particulier de la domination impérialiste sur les peuples. Le peuple a su comprendre la nature internationale de l'impérialisme et la nécessité vitale de l'union et de la coordination des efforts des travailleurs du monde entier pour le succès de la lutte anti-impérialiste. Dans le pays, l'esprit internationaliste apparaît comme une conquête d'une tradition de lutte de notre peuple contre les formes d'exploitation et d'oppression.

Au moment où nous nous engageons dans la phase de la révolution démocratique populaire, la cause des classes travailleuses mozambicaines demeure indissociable de la cause des travailleurs du monde entier. Il existe un rapport dialectique entre la lutte des classes sur le plan national et sur le plan international.

L'internationalisme prolétarien constitue un principe permanent de la condition révolutionnaire du parti et une constante de son activité. Faire de notre pays une base révolutionnaire sûre pour la lutte des

autres peuples et des classes opprimées et renforcer continuellement le front mondial anti-impérialiste. En appliquant une politique de fidélité aux principes de l'internationalisme prolétarien, le parti est le légitime continuateur des traditions internationalistes de notre peuple travailleur, forgées pendant la lutte de libération nationale, en particulier dans la guerre populaire révolutionnaire.

En même temps, en menant les classes travailleuses mozambicaines à remplir leur mission historique, notre parti ne fait pas seulement qu'accomplir son devoir national ; le parti renforce aussi la processus de libération de toute l'humanité, accomplissant ainsi son devoir internationaliste.

Le parti, en soutenant la lutte de libération des peuples ou la lutte pour l'édification de la société nouvelle dans les pays où le pouvoir populaire s'est déjà installé, consolide les victoires de classes travailleuses mozambicaines et accomplit ainsi son devoir national.

Notre parti d'avant-garde accorde une attention particulière à l'éducation de notre peuple dans l'esprit internationaliste, en s'assurant que même dans les moments les plus difficile: les masses sachent être internationalistes. Nous faisons partie du grand front mondial anti-impérialiste. Nous sommes unis au mouvement de libération nationale. C'est lui qui combat en première ligne les formes les plus violentes et les plus agressives de l'impérialisme : le colonialisme, le racisme, "l'apartheid", le sionisme et le néo-colonialisme.

Le combat des peuples opprimés assène des coups mortels à notre ennemi permanent, il neutralise et détruit une partie importante des forces agressives, accentuant la modification du rapport des forces en faveur de la cause de l'indépendance, de la liberté et du progrès. Le camp socialiste, qui constitue la zone libérée de l'humanité, est l'arrière stratégique sûr des peuples et des classes opprimés, la force décisive qui sur le plan mondial neutralise l'impérialisme et accélère le processus de libération.

A nos côtés, se trouve le mouvement démocratique anti-impérialiste qui, au sein des pays capitalistes et dans des conditions difficiles, combat pour neutraliser l'agressivité de l'impérialisme, préserver la paix, réduire le pouvoir des monopoles, et soutenir la lutte de libération.

Le mouvement des pays non-alignés, dont nous faisons partie, s'intègre au front anti-impérialiste. Il représente une force importante pour le soutien à la lutte de libération nationale, dans le combat contre la politique impérialiste de guerre et de domination, une force essentielle pour la récupération du droit des peuples à disposer de leurs richesses naturelles.

Consolider et élargir l'ample réseau anti-impérialiste est le devoir de toutes les forces révolutionnaires. Le FRELIMO, comme par le passé, luttera pour la cohésion du mouvement révolutionnaire mondial. En particulier, il contribuera de toutes ses forces à élargir toujours davantage le front de combat contre le système impérialiste et raciste en Afrique australe, ennemi permanent et ennemi principal des peuples africains. Nous défendons résolument le principe de résolution pacifique des contradictions entre les États ; nous sommes pour la prohibition de l'usage de la force dans les relations entre États.

Nous ne recourrons à la force qu'en cas d'agression. Nous lutterons pour que se consolide le front le plus ample pour la défense de la paix. Les forces du socialisme et de la révolution expriment totalement la volonté de paix des larges masses. Imposer la paix aux milieux bellicistes de l'impérialisme et du racisme est le résultat du combat des masses, c'est une victoire des masses. Les faits démontrent que cette victoire est à notre portée.

## **LES MEMBRES DU PARTI**

Tous les critères de sélection des membres du parti doivent prendre en compte, avant tout, la nature de classe du parti et le rôle d'avant-garde qu'il remplit dans la direction des classes travailleuses mozambicaines.

Les membres du parti doivent posséder de hautes qualités politiques et morales, ils doivent être des militants révolutionnaires dévoués. Les membres du parti constituent la partie la plus avancée et la plus consciente des classes travailleuses, en particulier de la classe ouvrière et de la paysannerie. Les qualités exigées pour être membre du parti ne constituent pas des obstacles que seules des personnes spéciales peuvent surmonter.

Les membres du parti sont des ouvriers, des paysans, d'autres travailleurs, des intellectuels révolutionnaires. Ce qui les distingue, et les distinguera à l'avenir, c'est surtout leur conscience de classe plus grande, leur fermeté idéologique et, par conséquent, leur esprit révolutionnaire élevé. Personne ne naît avec les qualités de membre du parti, avec les qualités de militant révolutionnaire.

Être membre du parti est à la portée de chaque travailleur, dès que celui-ci est disposé à servir le peuple. Réunir les qualités d'un membre du parti dépend de chacun de nous, de notre esprit de sacrifice, de l'étude et de l'application continues de notre idéologie révolutionnaire, du combat intérieur contre les vices et les idées erronées, de l'acceptation de la transformation révolutionnaire de notre mentalité.

Le parti admet un travailleur comme membre quand il démontre par sa pratique qu'il entre dans le parti pour se mettre de manière plus effective au service des larges masses. Peuvent être membres du parti tous les travailleurs mozambicains, entièrement dévoués à la cause du parti, de la patrie, du peuple et du socialisme, qui vivent exclusivement de leur travail et qui mettent toutes leurs capacités et toute leur énergie dans la matérialisation des statuts et du programme du parti.

Être membre du FRELIMO constitue un grand honneur et une lourde responsabilité. Le membre du FRELIMO se distingue par l'abnégation qu'il met à servir les masses qu'il aime et respecte profondément ; il se caractérise par sa fidélité au parti, son esprit collectiviste, son honnêteté, sa modestie et sa simplicité. Le membre du parti est un lutteur implacable contre l'injustice, la corruption et l'ambition.

Il a une vie familiale saine et donne à ses enfants une éducation révolutionnaire. Il combat la polygamie. Il défend et encourage l'émancipation de la femme. Le membre du parti est un militant internationaliste, solidaire de tous ceux qui luttent contre le colonialisme, le capitalisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et le racisme. Le FRELIMO est appelé à accomplir des tâches grandioses et complexes pour amener une transformation révolutionnaire de notre société.

Ce qui implique nécessairement que les membres du parti soient des agents de transformation de la société. Dans ce contexte, il ne suffit pas simplement d'accepter les statuts et le programme du parti.

Le membre du FRELIMO doit obligatoirement militer dans une organisation du parti et s'engager ainsi de façon active dans la révolution. Le membre du parti doit être un applicateur zélé des tâches qui lui ont été attribuées, en observant un sens élevé de la discipline. Le membre du parti accepte comme un devoir l'étude politique continue pour élever son niveau idéologique et théorique, de manière à comprendre, appliquer et propager toujours mieux les principes du socialisme scientifique. Le membre du parti travaille toujours en liaison intime avec les masses, en auscultant leurs problèmes, leurs aspirations, leurs critiques et leurs suggestions ; il leur explique la ligne politique ; il les unit et les organise pour la réalisation des tâches définies.

Une préoccupation centrale du membre du FRELIMO est de gagner toujours plus de forces nouvelles au parti. Le membre du parti éduque les masses surtout par son exemple. Il s'efforce d'être toujours un travailleur exemplaire, le premier dans la lutte pour l'augmentation de la production et de la productivité, le premier dans l'effort d'élévation continue des connaissances professionnelles.

Le membre du parti est un exemple dans la défense de la patrie et dans la défense et la consolidation des conquêtes révolutionnaires de notre peuple. Il est prêt à sacrifier sa vie pour servir le peuple.

Il participe activement à l'organisation et à l'extension des milices populaires ; il est un élément mobilisateur de la vigilance populaire. Tels sont, en résumé, les devoirs que le FRELIMO exige de ses membres pour que notre parti se convertisse rapidement en une organisation forte, unie, disciplinée, efficace et combative. Les droits des membres du FRELIMO constituent une manifestation claire du degré élevé de démocratie interne dans le parti. Le membre du FRELIMO a le droit d'élire et d'être élu aux organes de direction du parti.

Il participe, au sein de sa structure, à la discussion de tous les problèmes de la vie du parti, et il a le droit de présenter des propositions relatives à ces problèmes. Le membre du parti peut demander des éclaircissements sur tous les problèmes aux organes du parti, à quelque niveau que ce soit, y compris au Comité Central.

L'admission des membres du parti sera normalement précédée d'une période de candidature d'un an. Son comportement pendant cette période de temps confirmera si le candidat est qualifié pour appartenir au parti.

Pendant cette période, il appartiendra au candidat d'acquérir une connaissance plus complète des principes, de l'idéologie et des tâches du parti, et de faire la preuve qu'il est effectivement en accord avec le style de vie, les exigences et la discipline interne du parti. La période de candidature n'est pas une période de méfiance à l'égard du candidat. Le fait pour un travailleur d'être candidat signifie que le parti reconnaît ses potentialités et désire l'admettre dans ses rangs. Le candidat est constamment soutenu et orienté par des membres du parti.

Ce système garantit que seuls les travailleurs les plus conscients et les plus dévoués entrent au parti. L'admission des membres est faite par les organes respectifs du parti, après analyse de la vie de chaque candidat proposé par au moins deux membres. Cette admission par les organisations de base du parti reste sujette à confirmation par le comité de district et ne peut se faire qu'un an au moins après la

demande d'admission.

Le comité provincial peut admettre comme membres du parti, en les dispensant de la période de candidature, des éléments qui ont fait preuve de qualités exceptionnelles sur les fronts du combat politique, idéologique, économique, militaire et de la vigilance. Dans une phase transitoire, et jusqu'à décision contraire du Comité Central, on dispensera de la période de candidature et un processus spécial d'admission sera établi. Une question spécifique et de grande importance est celle relative à l'admission dans le parti des anciens membres du FRELIMO. Seront membres du parti depuis la date de leur entrée initiale dans le Front de Libération du Mozambique - FRELIMO -, tous ceux qui appartenaient au FRELIMO avant le 7 septembre 1974 ( jour de la victoire), qui exprimeront avant le 3 février 1978 leur désir d'être membre et qui auront un comportement moral et politique compatible avec la ligne du parti.

Ce critère d'admission permet à ceux qui ont su accompagner l'évolution de la lutte et rester fidèles à la cause de la révolution, de passer automatiquement dans les rangs du parti.

## **LA POLITIQUE DE FORMATION DES CADRES**

Une question qui doit dès le départ mériter l'attention est celle de la formation des cadres. L'action dirigeante du FRELIMO dépend, en dernière analyse, de l'activité politique que développent ses militants au sein des classes travailleuses. Notre parti doit se préoccuper de la formation politique, idéologique et culturelle de ses membres, dans la mesure où c'est à travers eux que nous procéderons à l'élévation de la conscience révolutionnaire des masses, de leur niveau d'organisation, de leur volonté et de leur capacité à édifier la société nouvelle.

Le travail politique au sein des masses exige des cadres dotés d'un sens élevé de la discipline de parti, d'un haut niveau de conscience politique et d'une grande capacité d'organisation ; il exige des cadres capables de libérer et de mettre en mouvement l'immense initiative créatrice des

masses.

L'avancée de la révolution exige des cadres capables de comprendre correctement les problèmes du milieu dans lequel ils vivent et travaillent. Des cadres qui jouissent de la confiance et de l'estime des masses. Des cadres qui s'imposent politiquement et moralement au sein des travailleurs par un comportement irréprochable.

Dans cette perspective, nous devons nous soucier de la préparation idéologique des militants. Notre parti doit créer des conditions permettant à ses membres de s'engager dans l'étude collective organisée de nos expériences théoriques et pratiques et du marxisme-léninisme. L'étude idéologique constitue une activité collective, continue, organisée et obligatoire. Nous devons armer les membres du parti de notions claires sur le travail d'organisation au sein des masses.

Les cadres du parti doivent posséder des connaissances scientifiques sur les méthodes de planification du travail politique, sur des principes de plans concrets pour organiser les masses, sur des méthodes de préparation et d'orientation des réunions et sur le mode d'élaboration des rapports. Nous devons enseigner aux membres du parti à élever leur capacité de vigilance et à organiser la vigilance populaire.

Enfin nous devons accorder une attention particulière à la formation intégrale des membres du parti. Dans la phase initiale de la vie du parti et en reflet de la situation actuelle des larges masses de notre pays, le parti comptera en son sein un grand nombre de membres ne sachant ni lire ni écrire. Ce facteur constitue une limitation importante à leur formation politique et idéologique.

Aussi grands que soient la volonté et le dévouement de ces camarades, ils éprouveront de sérieuses difficultés à apprendre certaines questions théoriques, à étudier, appliquer et propager certaines orientations du parti. Le parti prendra donc des mesures pour augmenter le niveau des connaissances littéraires, scientifiques et techniques de ses membres, condition indispensable à un approfondissement de leur formation

politique et idéologique.

Dans le domaine de la formation des cadres, nous combinerons les programmes théoriques avec l'activité pratique, l'éducation politique avec la participation à la production collective. Dans le domaine de la formation des cadres, une responsabilité particulière incombe à l'école du parti, qui possède déjà une riche et vaste expérience. Une telle expérience doit être continuellement synthétisée et approfondie de façon à satisfaire aux exigences de formation d'un nombre croissant de cadres.

La direction du parti doit créer des conditions pour permettre la publication à court terme d'un bulletin périodique destiné à élever le niveau politique et idéologique de ses membres et dans lequel seront abordées les questions théoriques et pratiques de notre expérience et de la théorie révolutionnaire en général, ainsi que les problèmes les plus importants de l'actualité nationale et internationale.

## **LE PARTI ET LE PEUPLE**

Sans un parti d'avant-garde qui sache conduire les classes travailleuses à travers toutes les phases de la lutte des classes, il ne peut y avoir de révolution socialiste. Mais le parti d'avant-garde ne peut vaincre seul. C'est le peuple organisé qui fait la révolution, ce sont les larges masses travailleuses. La tâche centrale du parti consiste précisément à unir, à organiser, à éduquer et à diriger les masses pour qu'elles fassent la révolution.

La force de notre parti réside dans son unité intime avec les masses, dans sa capacité d'organiser et de diriger les masses. Le FRELIMO vivra toujours enraciné dans les masses, il les éduquera de manière continue afin qu'elles acquièrent une conscience révolutionnaire, il les engagera dans la lutte active contre les exploiters. Un principe fondamental de l'action du parti est son contact constant avec le peuple. Chaque membre et chaque direction du parti doivent se préoccuper en priorité de discuter et d'analyser avec le peuple la

politique du FRELIMO et de mobiliser les masses pour la matérialisation de cette politique. Il ne suffit pas de proclamer le rôle dirigeant du parti ; il faut le conquérir dans la pratique. Il n'existe qu'un moyen pour le FRELIMO de s'affirmer comme force dirigeante auprès des masses : le travail continu et persévérant pour la défense des intérêts des masses et la lutte pour la satisfaction des besoins matériels, intellectuels et culturels des travailleurs, la lutte pour les justes revendications populaires.

C'est seulement ainsi, en vivant auprès du peuple et en appliquant un programme qui corresponde aux intérêts vitaux des travailleurs, que le parti représentera les plus hautes aspirations de notre peuple, aspirations à une vie meilleure, faite de prospérité, d'abondance, de sécurité, de justice et de paix. Le travail du FRELIMO au sein des masses se fait par les organisations de base du parti. Le niveau de direction des masses par le parti dépend directement du dynamisme, de la combativité et de l'initiative de ses organisations de base.

Elles sont le point de contact entre le parti et le peuple. L'idée que le peuple se fait du parti résulte principalement de l'action des organisations de base. Par leur travail politique de masse, les structures de base du FRELIMO contribueront activement à la fusion politique du parti avec l'initiative créatrice des masses, et à la mise en application correcte et efficace des tâches économiques, politiques et idéologiques. Dans ce contexte, le FRELIMO accorde une attention prioritaire à la création et au fonctionnement de ses organisations de base.

## **L' EDUCATION IDEOLOGIQUE DES MASSES**

Le colonial-fascisme a laissé de profondes marques parmi nous, sous la forme de préjugés, d'idées et de valeurs réactionnaires. Nombreuses sont également les manifestations d'obscurantisme. Des vestiges de l'idéologie féodale survivent dans notre société, spécialement sous la forme de superstitions et d'attitudes discriminatoires et répressives à l'égard des femmes et des jeunes. Ces manifestations rétrogrades sont

combattues par l'action des masses. La socialisation et l'industrialisation du pays, la diffusion de l'enseignement et de l'éducation scientifiques, la généralisation de l'étude du socialisme scientifique contribuent puissamment à la liquidation de cet héritage.

Le parti doit donner une importance particulière à la lutte idéologique dans notre société. L'éducation idéologique fournira au peuple la méthode d'analyse scientifique pour utiliser les lois de la nature et de la société à son bénéfice. L'éducation idéologique des masses est une condition indispensable pour éliminer de notre société la superstition, l'obscurantisme et d'autres formes d'idéalisme ; c'est la condition décisive pour que notre peuple s'imperméabilise contre les manoeuvres de subversion idéologique lancées par la réaction ; c'est la condition essentielle pour la liquidation des valeurs décadentes de la bourgeoisie.

Éduquer idéologiquement les masses, c'est développer leur conscience révolutionnaire, leur détermination à lutter, leur amour du travail, leur patriotisme et leur esprit internationaliste, et renforcer ainsi leur confiance dans le parti et dans les idéaux du socialisme.

Le parti accordera une attention prioritaire à la diffusion de notre idéologie de classe au sein des larges masses. Dans le gigantesque travail d'éducation idéologique de notre peuple, le parti emploiera toutes les armes à sa portée, comme les organes d'information, les bibliothèques de littérature révolutionnaire et la constitution de cercles d'étude. Les écoles devront être des centres de diffusion de l'idéologie de notre classe. Des mesures législatives et juridiques soutiendront le combat du parti et des organisations démocratiques de masse en supprimant les valeurs décadentes de la bourgeoisie et du féodalisme.

## **INFORMATION ET PROPAGANDE**

Le travail d'information et de propagande est fondamental pour la mobilisation politique de notre peuple autour des grands objectifs du parti. Informer, éduquer et mobiliser sont les tâches centrales de

l'information et de la propagande. Elles complètent l'activité politique du parti ; elles apportent ses orientations jusqu'aux endroits les plus reculés du pays, elles éduquent les masses. Sous la direction du FRELIMO, le travail d'information et de propagande s'organise au niveau national. Un réseau de correspondants populaires se crée dans les provinces, les journaux du peuple, organes diffuseurs des réalités du cercle ou de la localité, s'étendent à tout le pays. Et le contenu de la radio et de la presse écrite change profondément.

Pour faire correspondre ce secteur aux besoins de l'étape présente de l'édification de la base matérielle du socialisme, il est important d'organiser et de coordonner les structures et les organes d'information du parti et de l'État, et de former des cadres sachant matérialiser les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie dans le travail d'information et de propagande. Il est également nécessaire de lier intimement l'activité de propagande avec l'activité politique des organisations et des militants du parti au sein des masses. A court terme, nous reprendrons la publication et la diffusion des organes du parti, "a Voz da FRELIMO" et "a Voz da Revolução"; Le parti organisera des réunions régulières des organes d'information avec les structures du parti et de l'État pour analyser et planifier le travail d'information et de propagande.

Le parti poursuivra la formation de cadres pour ce secteur, pour améliorer la formation des journalistes actuels, et créer de nouveaux cadres. A moyen terme, sera créée une école supérieure de journalisme. Sur le plan extérieur, le parti réalisera un travail effectif d'information et de propagande sur nos réalités nationales.

## **LES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES DE MASSE**

Les travailleurs d'avant-garde, spécialement ceux de la classe ouvrière et de la paysannerie, sont organisés dans le FRELIMO. Les masses populaires sont encadrées dans les organisations démocratiques de masse. Les organisations démocratiques de masse constituent le lien entre le parti et le peuple. En elles, le FRELIMO trouve une source

inépuisable d'énergie révolutionnaire. Les organisations de masse sont la grande école où se développe la conscience de millions et de millions de travailleurs, hommes et femmes, vieux, jeunes et continuateurs. Elles sont la base du recrutement et le centre de formation et de perfectionnement continu des militants du parti. Les organisations démocratiques de masse constituent l'instrument fondamental d'élargissement et de consolidation du large front populaire anti-impérialiste au niveau national, une école de vie démocratique et de participation organisée du peuple à la vie sociale.

Elles permettent au FRELIMO de connaître et de sentir, à tout moment, les problèmes, les besoins, les opinions, les critiques et les suggestions des différents secteurs de la population. Après la création de notre parti, les organisations de masse qui existent actuellement devront se développer et de nouvelles organisations devront se former.

L'Organisation de la Femme Mozambicaine devra poursuivre et intensifier son travail de mobilisation et d'organisation des femmes mozambicaines, en particulier des ouvrières et des paysannes, dans le but de leur émancipation, par un engagement actif et conscient dans les multiples tâches de la révolution démocratique populaire. Le parti dynamisera la formation de syndicats, capables de jouer un rôle décisif dans l'organisation, la conscientisation et la défense des intérêts des travailleurs.

Le parti créera des organisations pour la jeunesse et les continuateurs, dont la tâche grandiose sera de faire l'éducation socialiste des nouvelles générations, qui sont la source principale de futurs cadres du FRELIMO. Des organisations de coopératives seront constituées pour la défense de leurs membres, la consolidation de l'esprit collectif et l'engagement de nouvelles forces dans le mouvement coopératif. L'organisation des paysans travaillant en coopératives est d'une importance particulière dans ce domaine. Des organisations pour les journalistes, les écrivains, les artistes et les scientifiques seront créées. Le parti intensifiera le travail de mobilisation et d'organisation des habitants des villages et des quartiers communautaires. Ce travail

contribuera de façon décisive à l'organisation de la vie des masses sur des moules collectifs et démocratiques, et conduira les habitants à diriger effectivement leur village ou leur quartier.

De la même façon, on poursuivra la constitution d'associations récréatives, culturelles et sportives qui auront comme objectif fondamental la création de possibilités de divertissement et d'éducation physique et culturelle pour les larges masses, sans aucune discrimination. Enfin le parti accordera une attention particulière à la formation d'associations de solidarité. Ces associations contribueront au développement des relations d'amitié avec les autres peuples, au soutien à la lutte mondiale pour la paix, contre l'impérialisme et l'exploitation, et à l'éducation de notre peuple dans un esprit internationaliste.

Le travail des organisations démocratiques de masse est dirigé politiquement par le parti qui le soutient à tous les niveaux. A chaque échelon, l'organe de direction de l'organisation de masse est orienté par l'organe de direction du parti correspondant. Tous les membres du parti devront participer activement au travail des organisations démocratiques de masse. Apprendre avec les masses pour enseigner aux masses - tel est le principe révolutionnaire qui devra orienter tous les membres du FRELIMO.

## **LE PARTI ET L'ÉTAT**

Le parti et l'État sont deux entités distinctes. Le parti est la forme supérieure d'organisation politique des classes travailleuses. L'État populaire que nous édifions est l'instrument principal de la matérialisation de la politique du parti. Le parti dirige et oriente toutes les activités de l'État. Le parti ne se substitue pas à l'État. Dans la pratique, le rôle dirigeant du parti par rapport à l'État se matérialise en particulier de la manière suivante :

- 1) Le parti établit la stratégie et la tactique à suivre pour démanteler l'État colonial et édifier l'État populaire démocratique ;

2) Le parti prend des mesures pour garantir que les postes de responsabilité de l'État soient occupés par des cadres du parti, dévoués à la cause révolutionnaire ;

3) Le parti utilise l'État comme instrument pour réaliser sa politique révolutionnaire. Ainsi, le parti trace les lignes fondamentales de développement dans toutes les sphères de la vie sociale et contrôle leur exécution. Ces lignes d'orientation se reflètent dans les lois de l'État. Les lois de l'État expriment les directives du parti et imposent leur réalisation pratique ;

4) Le parti crée des conditions pour que dans toutes les structures de l'État se constituent des organisations de base destinées à appliquer sa ligne politique ;

5) Le parti développe un travail continu sur une large échelle pour former des ouvriers et des paysans d'avantgarde destinés à occuper des charges de direction dans l'appareil d'État ;

6) Le parti éduque les travailleurs de l'État dans un esprit qui est de servir les masses. Le parti mobilise tous les travailleurs pour soutenir l'État.

Le travail politique au sein de l'appareil d'État revêt un caractère très important. En lui réside la clef de la transformation de la mentalité des fonctionnaires, de la mise en application de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat au niveau de l'appareil d'État. Le travail politique au sein de l'appareil d'État revient en priorité aux organisations de base du parti.

Voici les tâches principales des organisations du parti dans les organes de l'État :

1) Éduquer politiquement les travailleurs de la fonction publique pour les engager consciemment dans le processus révolutionnaire ;

- 2) Combattre le bureaucratisme, l'arrogance, l'abus de pouvoir, l'indiscipline et la corruption ;
- 3) Créer des conditions d'une collaboration étroite entre les travailleurs de la fonction publique et les masses, en particulier les ouvriers et les paysans ;
- 4) Soutenir les organes de l'État dans leurs tâches.

## **L' ÉDIFICATION ET LA CONSOLIDATION DU PARTI D'AVANT-GARDE**

A court terme, notre tâche majeure est l'édification du parti. Nous devons nous engager résolument dans la création d'organisations du parti dans les usines, les coopératives, les entreprises, dans les organes militaires et paramilitaires, au sein de l'appareil d'État, dans les villages et les quartiers communautaires, sur tous les lieux de travail et de résidence. Dans une première phase, nous devons donner la priorité à la création d'organisations de base du parti sur les lieux de travail présentant une très grande concentration ouvrière, dans les organes militaires et paramilitaires. Un plan des priorités devra être établi et rigoureusement appliqué.

En attendant que soit créée une structure du parti sur un lieu de travail ou de résidence déterminé, le groupe dynamisateur de ce lieu continuera à fonctionner. En collaboration avec lui, la direction du parti organisera l'implantation d'une nouvelle structure. Il est important de procéder à la sélection et à l'admission des travailleurs les plus conscients comme membres du parti. Nous devons créer des organisations du parti sur tous les lieux de travail et de résidence, du Rovuma au Maputo; engager dans les rangs du parti un nombre toujours croissant de travailleurs d'avant-garde; dynamiser le processus de formation des cadres pour le parti; telles sont les tâches centrales de la création et de la consolidation de notre parti.